

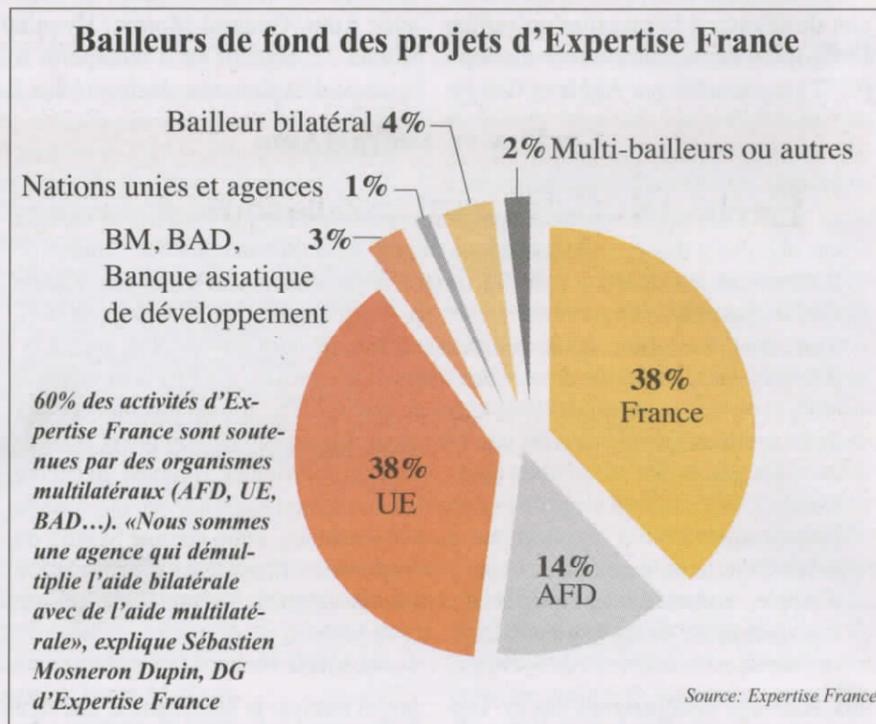
Le Maroc aura son agence d'expertise

• «Expertise Maroc» sera inspirée du modèle français

• Le projet est déjà au ministère des Finances

• Objectif: mutualiser l'offre multiseCTORielle vers l'Afrique subsaharienne

LA diplomatie économique du Royaume va bientôt se doter d'un nouvel instrument. Il s'agit d'une agence qui regroupera toutes les expertises du Royaume dans divers secteurs, notamment industriels. Le projet est encore au stade de préparation. L'agence française d'expertise technique internationale, Expertise France, a été sollicitée par le ministère de l'Economie et des Finances



pour accompagner l'Etat dans la création de cet organisme.

Carte de visite

EXPERTISE France est née le 1er janvier dernier de la fusion de six organismes publics de coopération technique internationale. L'objectif du gouvernement français est de disposer d'une plateforme polarisant une palette de prestations extrêmement diversifiée. La mission de l'agence «entre dans le cadre de la politique de coopération, d'aide au développement, d'influence et de diplomatie économique de la France», explique-t-on auprès de la structure. Côté ressources, l'organisme emploie 240 chefs de projets basés à Paris et opère avec un réseau de 10.000 experts.

A fin 2014, l'agence a déjà 300 projets de coopération technique et table sur 130 millions d'euros de volume d'activité en 2015 pour un total de 80 pays d'intervention dans le monde. Au lendemain du Sommet de haut niveau tenu entre le Maroc et la France, en fin mai dernier, le Royaume a retrouvé sa place de partenaire économique de l'Hexagone. Pour Sébastien Mosneron Dupin, «la relance opérée récemment dans les relations entre les deux pays est un point positif qui permet de nous inscrire dans la continuité».

A peine créée, la structure, qui sera bâtie sur le modèle de l'organisme français, a de grandes ambitions. L'une d'elles est en effet de développer une stratégie d'expertise commune entre le Maroc et la France, pour le marché sub-

saharien. «Le Maroc est un partenaire incontournable dans la stratégie d'Expertise France. C'est un pays très écouté et très sollicité en Afrique subsaharienne en termes d'expertise. Je pense que nous avons un réel savoir-faire à apporter au Maroc et le Maroc a aussi une expertise des économies subsahariennes à nous apporter pour aller sur ces marchés», explique Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

L'expert animait justement, la semaine dernière, un séminaire sur le développement des compétences et la gestion des ressources humaines co-organisé par l'agence française et le ministère de l'Economie et des Finances. Expertise France intervient aussi dans d'autres domaines tout aussi stratégiques. Mandatée par la Banque mondiale qui finance l'action, l'agence assiste aussi le Royaume dans la mise en place de la loi organique relative aux finances. «C'est une révolution budgétaire et une façon de gérer les budgets et les indicateurs», commente Mosneron Dupin. Expertise France est aussi engagée dans le projet de réforme du code monétaire et financier du Royaume. Cette opération est soutenue par la Banque africaine de développement (BAD).

L'organisme vient également d'être sollicité par le ministère de l'Industrie dans le secteur de la qualité et de la normalisation. L'agence opère aussi au Maroc dans le domaine de la migration à travers le programme Sharaka, lancé en avril 2014 dans le cadre de l'accord pour la mobilité établi entre le Royaume, l'Union européenne (UE), ainsi que neuf Etats membres de l'UE (y compris la France). Doté d'un budget de 5 millions d'euros financé par l'Union européenne, le programme est établi sur une durée de 3 ans. L'objectif est d'apporter un soutien ciblé au gouvernement marocain sur les questions liées à la migration professionnelle des compétences marocaines vers l'espace UE. Un comité de pilotage du programme s'est d'ailleurs tenu le 25 mai dernier à Rabat. Cela passe aussi par la migration circulaire et le renforcement des capacités du ministère des MRE chargé de la gestion de la question migratoire. Au total, Expertise France opère actuellement une dizaine d'interventions au Maroc. Elle compte, à terme, élargir ses actions à de nouveaux secteurs tels que la protection sociale et la formation professionnelle.

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com